

Ce sont ces considérations qui ont conduit le Canada à passer officiellement du statut d'observateur à celui de membre à part entière de l'OEA en janvier 1990. Il est l'un des derniers pays américains à adhérer à l'Organisation. Il est vrai que, depuis la Deuxième Guerre mondiale, Ottawa se préoccupait surtout de ses liens avec l'Europe et des relations Est-Ouest. Toutefois, au cours des vingt dernières années, son intérêt pour son propre hémisphère s'est considérablement accru. Alors qu'il annonçait la décision du Canada d'adhérer à l'OEA, le premier ministre, M. Brian Mulroney, a fait remarquer que les intérêts du pays sont directement liés à ceux des Amériques et qu'il ne peut plus «rester à l'écart».¹

En février 1990, le Canada a présenté une série de propositions pour réformer l'Organisation. Il s'agissait, entre autres, de renforcer le Secrétariat, d'organiser régulièrement des sommets des chefs de gouvernements, de nouer des liens entre les Parlements, et de créer une Unité pour la promotion de la démocratie, une Section pour enquêter de façon impartiale sur les irrégularités électorales et judiciaires, et une Commission pour le développement durable. Ottawa a également fait savoir qu'il tenterait de ramener Cuba dans le «giron» hémisphérique.

En juin 1990, l'Assemblée générale de l'OEA adoptait à l'unanimité la proposition visant à créer une Unité pour la promotion de la démocratie. Le 27 mars 1991, M. Joe Clark, alors ministre des Affaires extérieures, publiait un rapport sur la première année de participation du Canada à l'OEA. Il y décrivait l'accord obtenu pour la création de l'Unité comme une réalisation importante de notre pays. Il signalait aussi l'élection du Canada à la Commission inter-américaine pour le contrôle de l'abus des drogues et son adhésion à la Commission inter-américaine des femmes, ainsi que la création du Forum Canada-Amérique, qui a pour mandat de régler les problèmes communs.²

M^{me} Barbara McDougall, nouvelle ministre des Affaires extérieures, a repris la démarche dynamique de son prédécesseur en ce qui concerne l'OEA. En juin 1991, s'adressant à l'Assemblée générale de l'Organisation réunie à Santiago (Chili), elle a évoqué les formidables changements qui transformaient le monde et fait observer qu'il était essentiel que l'OEA en profite pour consolider la démocratie dans la région. Elle a ajouté que le Canada ferait le nécessaire pour que l'Unité pour la promotion de la démocratie soit créée le plus tôt possible.

¹ Cabinet du premier ministre, «Notes pour une allocution du premier ministre Brian Mulroney, Sommet de l'hémisphère, San José (Costa Rica)», 27 octobre 1989, p. 5.

² Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, «M. Clark présente un rapport sur la première année de participation du Canada à l'OEA», *Communiqué*, n° 79, 27 mars 1991.